

## 1905-1914 : nationalisme et politique. La rupture germano-russe et la fin d'un mythe ?

Stéphanie Burgaud

Peu après la proclamation du *Reich* allemand à Versailles, le 18 janvier 1871, naît un mythe : celui de la « neutralité bienveillante » russe qui aurait permis à la Prusse, à son roi Guillaume I<sup>er</sup> et surtout à son ministre des Affaires étrangères, Otto von Bismarck, de réaliser l'unification allemande. La Russie du Tsar Alexandre II, neveu de Guillaume I<sup>er</sup>, aurait ainsi contribué de manière décisive aux succès des guerres d'unification allemande des années 1860 en paralysant l'échiquier européen. Nos recherches récentes<sup>1</sup> l'ont montré ; il n'en est rien. La Russie est, au contraire, l'une des puissances européennes qui a tenté, avec le plus de constance, de s'opposer à la politique de puissance de Bismarck, notamment à l'été 1866<sup>2</sup>. Quant au ministre prussien, il n'a jamais fait de l'alliance russe sa priorité stratégique.

Mais lorsqu'il s'agit, après 1871, d'assurer à l'Allemagne la pérennité de sa nouvelle position au cœur de l'Europe, Bismarck joue un rôle essentiel dans la construction du mythe fondateur. Il en partage la paternité avec les autorités tsaristes, qui, par crainte de

l'isolement européen, veulent se rapprocher de Berlin. Et le mythe fonctionne puisque les contemporains se persuadent que l'entente qui lie rapidement Berlin, Vienne et Pétersbourg<sup>3</sup> est le prolongement d'une alliance prusso-russe antérieure, agrandie à l'Autriche-Hongrie. De même ils sont nombreux à considérer que l'alliance franco-russe de 1894 ne pourra résister longtemps au tropisme allemand de la diplomatie tsariste quand ils ne pensent pas qu'elle n'est que le cheval de Troie de Berlin !

La révision de ce mythe est d'importance capitale puisqu'elle doit amener à réinterpréter les relations germano-russes, en terme de continuité et de rupture, jusqu'à la première guerre mondiale voire au-delà. Ce faisant elle interroge naturellement les fondements de la politique extérieure des deux pays et notamment, le rôle du nationalisme.

Le propos est donc ici de montrer l'importance du changement qui s'opère dans les priorités stratégiques et les discours politiques des deux pays après 1905 et son rôle dans le déclenchement du premier conflit mondial.

### Le tournant de 1905

Depuis les années 1890, la base du système tsariste est l'alliance franco-russe. Cela n'exclut pas l'importance de l'Allemagne dans les calculs de Saint-Pétersbourg. D'une part, le but de l'alliance avec Paris est de faire sentir à Berlin les mérites d'une stabilité continentale en la dissuadant d'attaquer (menace d'une guerre sur deux fronts) ; d'autre part, la Neva

cherche bien à faire entrer sa voisine dans cette logique, à créer une *Ligue continentale*, à trois, qui lui permette d'assurer son développement intérieur et son expansion orientale.

Côté allemand, la politique en direction de la Russie est marquée par plus de continuité que de rupture entre 1871 (et même 1863) et 1905. De fait, elle est toujours considérée

---

**FUBNOTEN**

- <sup>1</sup> David Wetzel, *A duel of Giants: Bismarck, Napoleon III and the Origins of the Franco-Prussian War*, University of Wisconsin Press, Madison, Wisconsin, 2001, S. 57-82
- <sup>2</sup> Joseph Becker, Michael Schmid, *Bismarcks Spanische ‚Diversion‘ 1870 und der preußisch-deutsche Reichsgründungskrieg. Quellen zur Vor- und Nachgeschichte der Hohenzollern Kandidatur für den Thron in Madrid (1866-1938)*, 3. Bd. Schöningh, Paderborn, 2003, S. 104-189
- <sup>3</sup> Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, Paris, 1875, S. 74
- <sup>4</sup> Robert Gerwarth (aus dem Engl. von Klaus Dieter Schmidt), *Der Bismarcks Mythos. Die Deutschen und der Eiserne Kanzler*, Siedler, München, 2007, S. 145
- <sup>5</sup> Sebastian Haffner: *Otto von Bismarck*, Berlin, 2001, S. 141-161
- <sup>6</sup> Lothar Gall, *Bismarck. Der weiße Revolutionär*, Berlin, 2002, S. 83-100
- <sup>7</sup> Bernd Heidenrich, Frank-Lothar Kroll, *Bismarck und die Deutschen*, Berliner Wissenschaftlerverlag, Berlin, 2005, S. 144
- <sup>8</sup> Otto von Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, Stuttgart: J.G. Cotta Nachfolger, 1898, Bd. 2, S. 121
- <sup>9</sup> **Jean-Paul Bled**, *Bismarck : De la Prusse à l'Allemagne*, Ed. Alvik, 2005, S. 154
- <sup>10</sup> Otto von Bismarck, *Idem*, p. 127
- <sup>11</sup> Rainer F. Schmidt, *Bismarck. Realpolitik and Revolution*, Hugendubel, München und Kreuzlinger, 2006, S. 189-204

Allgemeine Empfehlung zur Internet-Bibliographie:

<http://germanhistorydocs.ghi-dc.org/index.cfm?language=german>, **Deutsche Geschichte in Dokumenten und Bildern (DGDB)**

<http://www.wikipedia.org>, **The Free Encyclopedia**

<http://geschichtsverein-koengen.de/DtGesch.htm>, **Geschichts- und Kulturverein-Köngen**

<http://www.deutsche-kaiserreich.de>, <http://www.deutsche-schutzgebiete.de/dfkrieg.htm>, **Das Kaiserreich – Deutsches Reich 1871-1918**

<http://www.linternaute.com/histoire>, **Histoire : les grandes dates de l'histoire du monde**

comme un *Juniorpartner*. Mais les dirigeants allemands n'abandonnent jamais l'idée de se concilier Pétersbourg une fois posé le dogme de la prééminence de l'alliance autrichienne. Ce sont les circonstances, et non une quelconque tradition, qui dictent ces tentatives de rapprochement constantes entre 1893 et 1905.

Le tournant du siècle est particulièrement révélateur. L'administration allemande fait preuve d'un grand optimisme. Elle s'obstine à juger l'alliance franco-russe non « naturelle » et méconnaît les conséquences de son propre engagement en Asie Mineure à partir de 1899, terres que la Russie considère à l'évidence comme sa chasse gardée ! Le chancelier Bernhard von Bülow (1900-1909) est convaincu que la Russie est toujours gouvernée par la crainte d'une coalition de Crimée et a besoin d'une Allemagne forte. Les dirigeants se persuadent d'avoir obtenu avec succès les résultats suivants : être indispensable à Londres et Pétersbourg ; avoir neutralisé la France ; être sur le point d'obtenir un nouveau partage colonial avec Londres. Et dans ces conditions, il n'est pas question de conclure une alliance avec la Russie. *L'Auswärtiges Amt* n'a nullement pris la mesure des conséquences de la situation au Extrême-Orient et se pense toujours « l'arbitre du monde », comme l'écrit Christian Baechler<sup>4</sup>, jusqu'au printemps 1904. C'est ce qui explique que Berlin ne se sente nullement tenue à la conciliation dans les négociations commerciales avec Pétersbourg en 1903-1904, profitant même de sa défaite face au Japon pour lui imposer un traité très favorable à ses propres intérêts en juillet de l'année suivante.

La guerre russo-japonaise révèle pourtant les limites de cette politique : l'*Entente Cordiale* en avril 1904, les efforts français pour un accord entre Pétersbourg et Londres sur la Chine lui font craindre un isolement sur la scène mondiale. La crise du *Dogger Bank*<sup>5</sup> en octobre achève de l'en convaincre : Guillaume II propose à Nicolas II le 30 octobre 1904 un projet d'alliance « purement défensive et exclusivement dirigée contre l'agresseur ou les agresseurs européens sous la forme d'une campagne d'assurance mutuelle

incendie contre les incendiaires. »<sup>6</sup> Cette première offre d'alliance bilatérale est un tournant.

La réaction russe est à tous égards intéressante : on n'est pas hostile mais on soupçonne Berlin de vouloir surtout séparer Pétersbourg de Paris. D'où la réponse : il faudra d'abord informer les alliés français. Les Allemands persuadés que ces derniers, mis au courant, s'emploieront à faire échouer la combinaison, refusent. Guillaume II y voit un échec personnel et Bülow la preuve que Pétersbourg n'est pas encore assez mûre pour sentir la nécessité d'une alliance !

C'est la clef d'interprétation de la crise de Tanger de 1905.

La politique marocaine du ministre français Delcassé offre à Berlin l'occasion d'enfoncer un coin décisif dans l'alliance franco-russe en prouvant à chacun des deux partenaires la faiblesse de l'autre. Les défaites russes (Port-Arthur en janvier, Moukden en mars) les immobilisent. Bülow et Schlieffen souhaiteraient même un engagement armé contre la France, Guillaume II s'y oppose mais consent à faire valoir ses droits sur le Maroc, à Tanger le 31 mars.

Dans un premier temps, c'est un succès, avec la démission de Delcassé et la convocation d'une conférence internationale à Algésiras. Mais les Allemands veulent davantage. La passivité russe pendant la crise, la défaite de la flotte en mai, les événements révolutionnaires, et surtout la volonté de l'Empereur les y poussent.

Guillaume prend donc l'initiative d'une rencontre avec Nicolas à Björkoe et annonce triomphalement le 24 juillet la signature d'un traité d'alliance défensive. Rapidement il déchant. L'entourage du Tsar, surpris par l'événement, fait pression et Saint-Pétersbourg donne quelques explications en septembre : le nouveau traité ne peut s'entendre que dans le cadre de la fameuse *Ligue Continentale*. C'est un camouflet pour la diplomatie allemande, rapidement suivi par un autre. A la Conférence d'Algésiras (janvier 1906), Pétersbourg et Londres n'y lâchent pas Paris. Berlin n'est soutenue que par l'alliée autrichienne.

En 1907, la formation de la *Triple Entente* entérine l'échec de la politique russe de l'Allemagne et au-delà de sa conception des relations internationales, fondée sur l'idée d'un antagonisme radical entre Londres et Pétersbourg à l'échelle mondiale. Dans les

années qui suivent, les deux puissances s'éloignent et le ton se durcit. Pourquoi ? L'étude de l'évolution que connaît la Russie, après les événements de 1905, semble ici éclairante.

### « Entre le marteau mongol et l'enclume allemande »<sup>7</sup>, nationalisme et politique en Russie

Pour deux raisons essentielles, la révolution de 1905 a des conséquences directes sur les relations germano-russes : le régime est fragilisé et la conduite de la politique extérieure subit l'influence grandissante des différents groupes de pression ; cette fragilisation rend l'alliance germanique et même le maintien de bons rapports avec Berlin, de plus en plus douteux car ils vont à l'encontre de la voix majoritaire dans les cercles du pouvoir.

La crise de confiance du régime est évidemment antérieure aux événements de 1905. Si la politique d'industrialisation rapide poursuivie par Sergueï Witte dans les années 1890, par crainte que son pays ne devienne, à l'image de l'empire chinois ou ottoman, une colonie agricole du monde industriel d'Europe centrale et occidentale<sup>8</sup> est couronnée de succès dans le domaine de l'industrie et des communications, son bilan social et politique est lourd. Le régime se met à dos les propriétaires fonciers et la paysannerie. Parallèlement cette politique fait émerger une classe de prolétaires urbains et de classes moyennes qui se tournent vers le libéralisme. La forte personnalité d'Alexandre III dopait la confiance des dirigeants russes<sup>9</sup> ; elle fait cruellement défaut à la période suivante.

D'autre part, il ne faut pas minorer les changements introduits par la création de la Douma. Certes la constitution d'avril 1906 confirme que le Tsar seul dirige la politique extérieure (art. XII) et détient le pouvoir de déclarer la guerre, négocier et conclure la paix (art. XIII). Néanmoins la Douma, qui possède quelques pouvoirs en matière budgétaire, permet aux classes éduquées de s'exprimer, notamment en politique extérieure. Les ministres des Affaires étrangères, A.P.

Isvolski et S.D. Sazonov, n'ont aucun scrupule à s'appuyer sur ses *leaders* pour travailler « l'opinion ».

Et il faut bien avouer que la prise de parole, dans l'enceinte parlementaire et surtout dans la presse, prend un tour de plus en plus violemment anti-allemand. L'antigermanisme règne naturellement en maître chez les libéraux et les radicaux qui voient dans les « Russes allemands », les piliers de l'autocratie tsariste, et dans le *Second Reich*, l'incarnation du conservatisme autoritaire en Europe. Soutenir l'alliance avec Paris et Londres, c'est espérer qu'elle conduise la Russie sur les mêmes voies parlementaires et libérales ! L'ambassade britannique peut ainsi, en 1914, faire les louanges de la loyauté du libéralisme russe envers la *Triple Entente*.

Mais - c'est une constante depuis les années 1860 - l'antigermanisme concerne plus largement la haute société pétersbourgeoise, sans épargner la famille Romanov. La Tsarine mère d'origine danoise, Dagmar dite Marie Feodorovna (elle meurt en 1928) n'a pas désarmé. Elle protège la politique pro-occidentale d'Isvolski dont le beau-père, le comte Toll, a longtemps été ministre de Russie à Copenhague. De même, le grand-duc Nicolas N. (1856-1929), neveu d'Alexandre II, qui épouse une princesse du Montenegro, est connu pour sa germanophobie.

La spécificité de l'après 1905 est la violence avec laquelle les tenants de l'antigermanisme exposent les fondements de leur opposition : les rivalités économique et politique.

Dans le premier cas, le traité très défavorable à la Russie imposé en 1904 attise le mécontentement des propriétaires fonciers

qui dénoncent les tarifs allemands destinés à protéger leur marché agricole des céréales russes. Les industriels, eux, subissent le poids de l'industrie d'exportation allemande sur le marché intérieur et redoutent sa conquête des marchés d'Asie Mineure et du Nord du Golfe Persique.

Mais la concurrence économique n'est qu'un des visages de la volonté de domination allemande qui partout contrarierait les intérêts russes, à lire la presse. Et on dénonce la politique allemande en direction des Détroits, du Proche-Orient mais aussi celle de l'Autriche dans les Balkans comme l'expression du séculaire « *Drang Nach Osten* » allemand !

A ce titre, il faut observer un changement dans la pensée stratégique russe : l'Allemagne n'est plus seulement celle qui soutient l'Autriche-Hongrie mais elle l'a supplantée comme nouvelle menace, directe, plus dangereuse encore pour les intérêts russes, comme le note le général Kireev en mars 1909.

A la veille de la guerre, cette évolution n'a-t-elle pas figé l'Allemagne dans la posture de l'ennemi irréductible ? On peut le penser à la lecture de Pavel Mitrofanov, un historien de Saint-Petersbourg, qu'Hans Delbrück, le successeur de Treitschke sur la chaire d'Histoire de Berlin et à la tête des *Preußische Jahrbücher*, a convié à s'exprimer dans sa revue en 1914.

Mitrofanov écrit : « La défiance contre les Allemands est en chaque Russe, dans son âme et son verbe, et rarement l'opinion publique a été plus unanime. »<sup>10</sup> L'auteur fait remonter le problème allemand de la Russie à l'époque de Pierre le Grand qui aurait voulu germaniser les Russes et leur faire abdiquer leurs libertés au nom de la constitution d'un Etat policier. Le mot clef est ici « *fremd* » (étranger). Etrangers, les formes de l'Etat, les noms de la bureaucratie, les vêtements, la langue de chancellerie ainsi que les fonctionnaires imposés alors. Nombre d'entre eux, des Allemands, méprisaient les Russes<sup>11</sup>. Heureusement, Catherine II en renversant le prussophile Pierre III, aurait, quoique

allemande de naissance, assis le régime sur « le principe russe » et remplacé les Allemands par des Français<sup>12</sup>. Depuis lors, la Russie se serait ouverte à la langue et à la civilisation française alors que la liste des péchés des Allemands s'allongeait de la guerre de Crimée (*sic* !) au congrès de Berlin à tel point que « la pensée d'une guerre contre l'Allemagne est très populaire »<sup>13</sup>, conclut l'auteur. En se refusant à reconnaître que la possession du Bosphore et des Dardanelles est, pour les Russes, « une nécessité historique, politique et économique », elle devient « un Etat ennemi » (*feindlicher Staat*)<sup>14</sup>.

L'argument économique est aussi convoqué : l'Allemagne a profité de la situation de l'Empire tsariste en 1904/1905 pour s'imposer dans les négociations. Pétersbourg en a été tributaire pendant douze ans mais la Russie de 1914 n'est plus celle de 1904. Elle aurait surmonté ses faiblesses intellectuelles, économiques et militaires veut croire Mitrofanov. Naturellement il est parfaitement loisible à l'historien, tout comme s'y sont essayés nombre de contemporains, qu'ils soient allemands ou russes, de démontrer que la diatribe de Mitrofanov est une reconstruction factice, voire spécieuse. Reprenons les arguments économiques :

- Les doléances concernant le commerce extérieur sont diverses voire contradictoires : les agrariens veulent plus de libre échange ; les industriels plus de protectionnisme douanier !

- Les cercles nationalistes n'ont pas de mal à qualifier l'intensité des relations commerciales entre Pétersbourg et Berlin de « dépendance » alors même que la France est devenue le principal bailleur de fonds. La logique n'est probante que si l'on admet que les rapports sont moins tendus avec des créanciers qu'avec des clients ! C'est à voir donc.

- Les intérêts de la Russie entrent également en conflit avec ceux des autres puissances, notamment l'Angleterre.

- Malgré toutes ces récriminations, l'empire allemand reste de loin le 1er partenaire commercial de l'empire tsariste : 40 à 50% du commerce extérieur russe est réalisé

avec l'Allemagne. Cela alimente la rhétorique de ceux qui pensent qu'en pratique, les deux pays ont intérêt à favoriser leur prospérité réciproque tellement ils sont liés.

Faut-il conclure de ces différentes réflexions que l'opposition à l'Allemagne perd de sa force pourvu que l'on examine un par un ses griefs ? Rien n'est moins sûr. Quelles que soient ses failles logiques, l'antigermanisme est bêt et bien devenu un ciment de tous les mécontentements. D'ailleurs, pour faire oublier les problèmes intérieurs, quoi de mieux qu'en appeler à un ennemi commun, « l'Allemand » ?

On peut alors se demander ce que sont devenus les avocats de l'alliance allemande. Ils sont une minorité de conservateurs à la soutenir dans les débats de la Douma en 1909-1910. Bien représentés au Conseil d'Etat, certains interviennent directement auprès du Tsar Nicolas : les *memoranda* de V. Rosen en 1911, de P. Durnovo en 1914 en témoignent. La valse des ministres considérés comme pro-anglais, A.P. Isvolski et S.D. Sazonov doit-elle être interprétée comme un autre signe de leur influence ? C'est en tout cas la preuve que le pouvoir peine à définir une ligne très claire.

Mais dans ce contexte, les « pro-allemands » ne forment pas un groupe de pression assez uni pour s'opposer aux forces du nationalisme russe et panslave. Certes beaucoup partagent la conviction qu'une alliance avec l'Europe libérale et *a fortiori* une guerre contre l'Allemagne conservatrice conduira à une révolution socialiste en Russie et à la désintégration rapide du système tsariste et de la société russe. Il existe cependant des nuances. V. Rosen plaide pour une monarchie constitutionnelle qui satisfasse les attentes des classes supérieures. Il souhaite donc que la Russie suive la voie de l'Occident et blâme la politique slavophile dans les Balkans qualifiant le panslavisme de « bonne poésie et mauvaise politique »<sup>15</sup>. Pour lui, la Russie a atteint en Europe son extension maximale et ne doit pas se laisser entraîner dans une nouvelle guerre pour satisfaire d'autres intérêts que les siens. Une guerre

contre l'Allemagne serait donc une véritable calamité avec pour seul résultat un effondrement administratif et économique puis une révolution populaire<sup>16</sup>.

Il faut bien avouer que ses positions sur le système monarchiste font de Rosen quelqu'un d'assez atypique dans le groupe pro-allemand. La majorité se retrouve sur la ligne défense du tsarisme et alliance allemande.

Ainsi Petr N. Durnovo, qui contrairement à Rosen, n'est pas un diplomate de carrière mais un homme du système tsariste (chef des forces de police entre 1884 et 1893, ministre de l'Intérieur en 1905), est d'abord mû par la défense de l'autocratie. Dans son *memorandum* de février 1914<sup>17</sup>, il condamne comme Rosen la politique poursuivie depuis 1906 mais suit un raisonnement sensiblement différent. Lui n'est pas opposé à l'alliance franco-russe mais à celle qui lie Pétersbourg à Londres. Etant donné que la rivalité qui divise le continent, c'est celle qui oppose Londres et Berlin sur les mers, Durnovo pense que la Russie n'a aucun intérêt à s'y mêler et tout à les laisser se neutraliser ! Au contraire sa bonne entente avec Londres est le seul germe de conflit possible avec Berlin. Sa conclusion est simple : Pétersbourg doit oeuvrer pour réconcilier Paris et Berlin et les lier dans la Ligue continentale pour garantir la paix. C'est une analyse qui sous-estime évidemment la force de l'antagonisme Paris/Berlin, celle de l'opposition austro-russe dans les Balkans et surtout exagère peut-être la rivalité anglo-allemande. Car elle repose sur l'idée que Berlin a fait le choix planifié d'un développement avant tout maritime or rien n'est moins certain qu'elle ait défini aussi clairement ses priorités stratégiques !

En revanche, l'analyse de l'auteur sur l'entrée en guerre, les forces en présence, la tournure du conflit (guerre longue qui suppose cohésion politique intérieure, stabilité sociale, puissance économique) est assez juste. Et encore une fois l'idée que la guerre contre l'Allemagne entraînera une désintégration sociale, économique et finalement militaire de la Russie est le point d'orgue de la démonstration.

Des deux camps qui s'affrontent autour de l'alliance allemande, les contemporains peinent à pronostiquer un vainqueur et les diplomates en poste sur la Neva pensent généralement que l'alliance franco-russe ne tiendra pas.

Outre la difficulté qu'il y a à prendre en compte l'exacte mesure des événements de 1905 ou de l'impact de la propagande anti-allemande, l'explication ultime se trouve peut-être dans le fait que jusqu'aux derniers moments, le pouvoir semble hésiter entre les voies qui s'offrent à lui. Quel est l'élément décisif ?

La lecture des dépêches des représentants français et anglais montre que les emprunts français ne pèsent pas aussi lourd qu'on pourrait le croire<sup>18</sup>. En revanche, le danger de poursuivre une politique étrangère impopulaire, pour un régime qui serait à la fois isolé et vulnérable, est réel. Pour apaiser l'opinion nationaliste, il faudrait que Berlin fasse de grandes concessions dans l'Empire Ottoman et les Balkans au détriment de ses propres intérêts et ceux de l'allié autrichien ce qui reste fort improbable.

La situation stratégique russe peut se déclinier ainsi entre 1906 et 1914.

Soit elle s'arrime à Paris et Londres en espérant que l'unité de l'Entente dissuadera Berlin d'attaquer.

Soit elle reste indifférente aux avances britanniques et essaie d'attirer Berlin dans

l'alliance continentale tout en encourageant sa rivalité avec Londres sur les mers. Si elles en viennent au conflit, la France y sera entraînée et la Russie devra faire un choix que les pro-allemands envisagent avec horreur. Car en cas de neutralité, elle peut certes espérer sauver sa frontière occidentale et intervenir au bon moment dans le conflit. Mais si Berlin écrase Paris et chasse les Britanniques du continent, Pétersbourg sera, comme naguère en 1811 (ou plus tard en 1940-1941), contrainte de choisir entre se plier à ses volontés ou l'affronter seule.

Les mémoires d'Isvolski<sup>19</sup> montrent que ce sont précisément les craintes de la Russie de se trouver seule face à une telle hégémonie allemande qui motivent son choix.

Finalement le Tsar choisit de suivre les conseils stratégiques des anti-allemands<sup>20</sup> plutôt que les alarmes des pro-allemands qui pronostiquent l'effondrement intérieur du régime. Suivant Sasonov, convaincu que le peuple russe ne pardonnerait jamais au Tsar de ne pas défendre la Serbie, Nicolas II se convainc que les masses russes le suivront de tout cœur dans une guerre contre l'Allemagne...

Le rôle du nationalisme russe est donc fondamental dans ce choix mais il ne saurait se comprendre hors du contexte général européen et plus encore de l'évolution que connaît l'Allemagne dans ces mêmes années.

### **« La lutte pour la vie des Germains d'Europe (...) contre les Slaves »<sup>21</sup> - nationalisme et politique en Allemagne**

Deux éléments importants caractérisent la politique extérieure allemande. D'abord malgré le double échec de 1907, il n'y a pas de bouleversement notable dans la ligne diplomatique de Berlin, sous la fin de la mandature de Bülow et les débuts de Bethmann-Hollweg (peu versé dans les affaires diplomatiques et assisté à partir de 1910 par le secrétaire d'Etat Kiderlen-Wächter).

Ensuite 1912 constitue un tournant : le rôle attribué à Pétersbourg change : de *Juniorpartner* elle devient l'ennemie<sup>22</sup>. Mieux

encore, la Russie, le danger russe, devient la justification *a posteriori* d'une politique allemande qui peinait à se définir une ligne claire, rationnelle, et transcende à présent ses échecs.

Le rôle que Berlin assigne à Pétersbourg dans son système diplomatique ne change donc d'abord pas, malgré l'échec marocain de 1905-1906. Il est défini par trois éléments fondamentaux de la stratégie allemande. Le premier est la priorité absolue donnée à l'ancrage autrichien qui sous-entend le sacrifice des intérêts russes. Ensuite, Berlin

persiste à vouloir défaire la *Triple Entente* et surtout l'axe Paris-Pétersbourg en montrant à cette dernière la vanité de ses alliances. Pour cela, elle met Pétersbourg en difficulté, sous pression, pour la ramener dans son giron. Enfin, le troisième est l'obsession du rapprochement avec Londres. Et Pétersbourg est instrumentalisée à cette fin.

Ces trois préceptes confèrent donc à la Russie une place peu enviable dans les calculs diplomatiques allemands : partenaire secondaire et volontairement exposé.

L'exemple de la crise bosniaque (1908-1909) est particulièrement éclairant. Il serait ironique d'affirmer que le repli russe sur le continent à partir de 1907 ne donne pas matière à réflexion aux dirigeants allemands. Le rapport que rédige Bülow le 25 juin 1908, après la rencontre d'Edouard VII et Nicolas II à Reval/Tallin, montre qu'il analyse très clairement l'isolement des deux alliées germaniques. Mais cela ne remet pas en cause l'ancrage autrichien, bien au contraire : « Fidélité et cause commune avec l'Autriche-Hongrie, c'est là le principe supérieur de la politique extérieure allemande pour l'avenir. »<sup>23</sup>, écrit-il.

Alors que la « révolution » des Jeunes-Turcs de juillet 1908 rouvre la question d'Orient, il accorde même un blanc-seing à Vienne : « Nous ne pouvons certes pas nous opposer à l'Autriche dans les questions orientales, car elle a des intérêts plus importants et plus immédiats que nous dans les Balkans. »<sup>24</sup> écrit-il le jour de la proclamation de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, suivie par celle de l'indépendance bulgare.

Son refus poli à la proposition du ministre russe Isvolski de convoquer une conférence sur la question d'Orient, tout comme son soutien appuyé à Vienne, est motivé par la stratégie déjà énoncée : montrer la mollesse du soutien franco-britannique à Pétersbourg, contrainte d'accepter sans contrepartie l'annexion en mars.

De la même manière, l'accord franco-allemand sur le Maroc conclu l'année suivante (1909) a pour but d'isoler encore plus la Russie, de l'acculer à un rapprochement avec Berlin.

La stratégie d'affaiblissement russe se révélera, à court terme, payante, pour ce qui est en tout cas des relations franco-russes puisque Pétersbourg ne soutient que très mollement Paris dans la crise d'Agadir (1911), lui faisant savoir que cette question n'est pas un *casus belli*, un prétexte pour un rendu donc !

Néanmoins le *satisfecit* que s'accorde Bülow avant sa démission forcée, en juin 1909 à l'issue de la crise bosniaque : « Nous n'avons jamais été aussi respectés et craints dans le monde depuis vingt ans »<sup>25</sup>, s'avère vite erroné. Il repose sur une méconnaissance totale de la situation intérieure russe entraînant une erreur tactique majeure. Car le ressentiment ne s'accumule pas, sur la Neva, contre Paris et Londres mais bien contre Berlin !

Son successeur, Bethmann-Hollweg, et le secrétaire d'Etat Kiderlen-Wächter, n'en prennent pas vraiment la mesure. La fameuse entrevue de Potsdam de novembre 1910 entre Nicolas et Guillaume a moins pour but de calmer le ressentiment né de l'affaire bosniaque que d'utiliser Pétersbourg dans la politique de rapprochement avec Londres, priorité de la politique allemande jusqu'en 1912/1913. Berlin entend jouer sur deux tableaux : montrer à Londres qu'elle a dans son jeu une carte alternative, la Russie, et que cette dernière est prête à trahir.

Kiderlen écrit ainsi à l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg : « L'alpha et l'oméga de tout l'accord est pour moi l'assurance russe sur les relations avec l'Angleterre. Elle doit être telle qu'elle ait un effet compromettant pour les Russes le jour où elle parviendra à la connaissance des Anglais. »<sup>26</sup> Quant à Bethmann, il affirme le 27 décembre 1910 : « Je vois dans l'amélioration de nos relations russes avant tout un tremplin pour un accord avec l'Angleterre »<sup>27</sup>.

Naturellement le ministre Sasonov n'est pas dupe. C'est un échec d'autant plus cuisant que Londres soutient activement Paris pendant la seconde crise marocaine<sup>28</sup>. La mission Haldane, du nom du ministre britannique de la Guerre, en visite à Berlin en février 1912, s'achève encore sans succès. Cette année marque incontestablement un tournant dans la



conception que Berlin se fait des rapports germano-russes.

A partir de cette date, l'Allemagne doit subir ou tirer les conséquences de ses choix diplomatiques et politiques.

Ils sont d'abord orientaux. Les principes de non-engagement que Bismarck avait établis dans cette sphère géographique ont vécu. Si Bülow se retranche en 1908 encore derrière l'assurance que l'Allemagne n'y a « que des intérêts économiques »<sup>29</sup>, l'ancien secrétaire d'Etat Marshall, devenu ambassadeur à Constantinople, plaide en décembre 1907 qu'il est indéniable que son pays a, à présent, des « intérêts politiques », « un capital que nous devons protéger »<sup>30</sup> dans l'Empire Ottoman.

Et si la pénétration économique est essentiellement vue comme une manifestation pacifique du nécessaire développement de l'impérialisme allemand, Berlin n'entend pas être exclue d'un partage si dislocation de l'empire il y a.

« L'affaire Liman von Sanders » représente le point d'orgue de cette politique et un signe révélateur de l'antagonisme croissant entre Berlin et Pétersbourg. En 1913, l'envoi à Constantinople de ce général allemand à la tête d'une quarantaine d'officiers, en qualité d'instructeurs, provoque une très grave tension. Le général est non seulement nommé inspecteur général de l'armée turque mais aussi commandant du corps d'armée de Constantinople, une fonction dangereusement stratégique pour le contrôle des Détroits aux yeux des Russes. Côté allemand, le sens de la mission n'est pas contestable. Guillaume enjoint à ses hommes « de gagner la sympathie des soldats turcs et de créer pour moi une armée puissante qui obéissent à mes ordres. (...) Vous êtes en effet les pionniers sur la voie de la partition imminente de la Turquie. »<sup>31</sup>

D'ailleurs, à l'issue de cette crise n'écrit-il pas, en marge d'un rapport du 25 février 1914 : « Les relations russo-prussiennes sont mortes pour toujours !! Nous sommes devenus ennemis. »<sup>32</sup>

Les raisons de cette évolution apparaissent très clairement pourvu que l'on compare la justification en 1890 de l'ancien chancelier Leo

Caprivi (et, derrière lui, le fameux Marshall) pour abandonner le traité de réassurance : « Quelle est la valeur aujourd'hui d'alliances qui ne sont pas fondées sur une communauté d'intérêts ? » avec celle de Marshall en 1907. Non seulement il n'y a pas d'intérêts communs entre les deux puissances mais il semble qu'il y ait des intérêts antagonistes !

D'autre part, l'opposition entre les deux Etats, entre les deux peuples, est au coeur de la mobilisation de l'opinion publique. On assiste à la généralisation des *topoi* négatifs sur le Slave et le Russe, à une violente propagande anti-russe emmenée notamment par les émigrés germano-baltes. Bismarck avait mis en garde contre la construction factice d'une haine qui ne pourrait que devenir réciproque entre les deux peuples et, dès lors, réalité.

Avec le passage d'une politique d'équilibre à une politique impérialiste, l'occasion est trop belle pour le pouvoir d'utiliser la force du nationalisme pour soutenir et justifier sa *Weltpolitik*. Il trouve de puissants relais dans les Ligues, notamment la *Ligue Navale (Flottenverein)*, la *Ligue militaire (Wehrverein)* qui soutiennent le renforcement de l'armée. Les rapports avec la *Ligue pangermaniste (Alldeutscher Verband)* sont moins évidents. Elle reproche souvent à la politique gouvernementale sa frilosité.

En 1912, les caractéristiques de la mobilisation nationaliste sont particulièrement intéressantes : elle dénonce violemment une politique extérieure jugée trop pacifique ; elle prend un tour de plus en plus ouvertement anti-russe.

Ainsi en est-il du livre du général Friedrich von Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, marqué par ces deux thèmes : la justification de la guerre comme « nécessité biologique (...) exigence morale (...) facteur indispensable de culture »<sup>33</sup> et ce constat implacable : « Il n'est pas invraisemblable que la question de la puissance se règle à nouveau par les armes entre Germains et Slaves »<sup>34</sup>.

En appelant de ses voeux une guerre sans délai, un ouvrage comme celui de Bernhardi sert également incontestablement la cause des

militaires dans le conflit stratégique qui les oppose au pouvoir civil.

A partir de 1912, on peut, en effet, affirmer que dans la question des rapports entre impératifs diplomatiques et militaires, donc entre pouvoir civil et militaire, le second l'emporte. Car depuis 1909 la stratégie de Bethmann-Hollweg, c'est-à-dire la primauté accordée au rapprochement avec Londres, et les plans de l'Etat-Major, c'est-à-dire l'adoption sans alternative du plan Schlieffen qui prévoit l'invasion de la Belgique, sont incompatibles.

Derrière ce constat se dissimule mal le grave désaccord sur la question de la paix ou de la guerre. Bethmann et l'administration civile ne veulent pas la guerre ; les militaires la jugent inévitable et développent alors une double théorie : celle de la guerre préventive et celle de la supériorité de l'offensive sur la défensive pour éviter que le rapport de forces européen ne devienne défavorable, plaident-ils. Deux exemples sont particulièrement révélateurs pour montrer l'assise du parti militaire et l'influence de ce dernier sur l'Empereur.

Lors de la première crise balkanique (octobre 1912 - mai 1913), Guillaume écarte la suggestion de Kiderlen-Wächter d'une concertation des grandes puissances pour localiser un éventuel conflit, arguant :

« Le conflit viendra de toute façon un jour. Aujourd'hui il est certes inopportun pour la Russie, car elle n'est pas prête militairement. Alors pourquoi le retenir jusqu'à ce que le conflit convienne à la Russie (...). Il vaut mieux qu'il éclate aujourd'hui, car la France, l'Angleterre, la Russie sont dans l'embarras. »<sup>35</sup>

Suite aux rapides victoires de la *Ligue Balkanique* sur la Turquie, la tension monte d'un cran entre Russes, Austro-Hongrois et

leurs alliés réciproques. Le 8 décembre 1912 Guillaume convoque alors une « conférence de crise » des conseillers militaires. L'événement est triplement symbolique. D'abord l'analyse de la situation par l'Empereur montre qu'il est imprégné par la rhétorique pangermaniste :

« La lutte pour la vie que les Germains d'Europe (Autriche, Allemagne) devront mener contre les Slaves (Russie) soutenus par les Romands (Gaule), trouve les Anglo-Saxons du côté des Slaves. Raison : jalousie. Crainte de nous voir devenir trop grands. »<sup>36</sup>

Ensuite, Guillaume n'a pas convié le chancelier et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Et pour finir, le chef d'Etat-Major, Moltke, appuie que la « guerre est inévitable et que le plus tôt sera le mieux »<sup>37</sup>. Certains tel Fritz Fischer en concluent que la décision de la guerre remonte à cette date ; avouons en tout cas, avec Christian Baechler, qu'il s'agit là d'un tournant essentiel<sup>38</sup>.

Le second épisode qui plaide pour le primat du parti militaire est évidemment la mission Liman von Sanders. La négociation avec la Turquie s'est faite sans informer l'*Auswärtiges Amt* ni passer par l'ambassadeur mais sur instructions de Guillaume et par l'attaché militaire.

Dans ces conditions, les efforts de Bethmann, couronnés d'un certain succès, pendant la seconde guerre balkanique (juin - août 1913) perdent peu à peu du terrain face à la certitude qui semble saisir le pays tout entier : la guerre préventive contre la Russie est fatale. Le premier des Allemands ne note-t-il pas le 11 mars 1914 : « Moi, en tant que militaire, je n'ai pas le moindre doute et selon mes informations, la Russie prépare systématiquement la guerre contre nous ; c'est en fonction de cela que je dirige ma politique. »<sup>39</sup> ?

### Conclusion

A bien des égards, la position des dirigeants russes et allemands à la veille de la guerre est semblable. Le pouvoir politique traditionnel est affaibli face à des pouvoirs concurrents (militaire, opinion...). Le pouvoir personnel du souverain notamment dissimule

mal qu'il est le jouet de nouvelles forces qui le dépassent. La puissance montante du nationalisme et ses formes d'expression (presse, ligues etc.) paraissent prendre le relai de la diplomatie traditionnelle dont on peut

douter qu'elle contrôle réellement les forces qu'elle a contribué à exciter.

C'est sans doute le signe que cette dernière a échoué. Et là encore ses objectifs étaient assez proches dans les deux pays : il s'agissait avant tout de vaincre le complexe obsidional en se procurant des alliances qui permettent de s'assurer un développement intérieur et extérieur. Mais le choix allemand de l'ancrage autrichien a rapidement figé Berlin et Pétersbourg dans deux « systèmes » différents et de plus en plus antagonistes.

C'est ce qu'avait voulu éviter Bismarck par sa politique souple d'alliances. Ses successeurs méconnaissent la situation russe. Jusqu'en juillet 1914 Bethmann reste persuadé qu'il obtiendra de sa voisine qu'elle quitte le giron des Occidentaux en lui prouvant la faiblesse de

ses alliances. Il accepte donc de participer à une action contre la Serbie au nom du « risque calculé »... Le pari n'est pas très heureux ! Mais les autorités tsaristes ne le sont pas davantage, elles qui, en dernière instance, ont vu dans la résistance à l'impérialisme allemand la condition de la survie de leur régime.

Si de « non alliées » les deux puissances sont devenues ennemies, le mythe concernant les années 1860, lui, n'est pas mort ; bien au contraire. Il va connaître ses meilleurs jours dans l'Entre-deux-guerres<sup>40</sup> lorsque la jeune URSS et l'Allemagne de Weimar puis nazie voudront vaincre leur isolement en s'inventant un passé commun, puis en rêvant qu'alliées, elles puissent dominer les destinées européennes.

#### NOTES :

<sup>1</sup> « Le rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande 1863-1871. *Die getäuschte Clio ?* », 2 vol., 1251 p., prix Pierre Grappin 2008, à paraître aux Presses Universitaires de Strasbourg, collection : *Les mondes germaniques*, sous le titre : *La politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*.

<sup>2</sup> Cf. Burgaud, Stéphanie, « La politique de Gortchakov face à la Prusse à l'été 1866 à la lumière des archives russes », *Revue d'Histoire Diplomatique*, Paris, 2005, vol. 2, pp. 135-149.

<sup>3</sup> L'entente des Trois Empereurs est consacrée en juin 1881.

<sup>4</sup> Cf. Baechler, Christian, *L'Aigle et L'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*, Bern, Peter Lang, 2001, p. 120.

<sup>5</sup> La flotte russe de la Baltique qui se dirige vers l'Extrême-Orient fait feu les 21-22 octobre sur des bateaux de pêche anglais qu'elle prend pour des Japonais. L'opinion britannique se persuade qu'il s'agit d'une manœuvre allemande et Berlin craint des représailles maritimes.

<sup>6</sup> Cf. *Die große Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914. Sammlung der diplomatischen Akten des auswärtigen Amtes*. Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte <abrégée GPEK>, vol. XIX, n°6120.

<sup>7</sup> L'expression est empruntée à un article de 1908 du journal russe *Novoe Vremja* qui dénonce le *Drang nach Osten* germanique.

<sup>8</sup> Cf. son rapport sur le sujet à Nicolas II du 22 mars 1899.

<sup>9</sup> A la mort d'Alexandre III (1894), le général Kireev écrit que la Russie n'a jamais été aussi puissante depuis l'époque de Nicolas I<sup>er</sup>. Aucun dirigeant russe ne se risquerait à la même assertion 6 ou 10 ans plus tard !

<sup>10</sup> Delbrück publie également des sorties semblables du prince Koçubej dans le *Correspondant* parisien sous le titre : « Das Problem der Triple-Entente » in *Preußische Jahrbücher*, 1914, vol. 157, pp. 481-513. Et un an plus tard, il fait paraître les deux textes réunis sous le titre : « Die Motive und Ziele der russischen Politik nach zwei Russen ».

<sup>11</sup> Cf. *Preußische Jahrbücher*, vol. 156, p. 387.

<sup>12</sup> *Idem*, p. 388.

<sup>13</sup> *Idem*, p. 391.

<sup>14</sup> *Idem*, p. 394.

<sup>15</sup> Cf. Rosen, *Forty Years of Diplomacy*, Londres, 1922, vol. 2, pp. 74-77.

<sup>16</sup> *Idem*, pp. 89-107.

<sup>17</sup> Il est publié en traduction anglaise in Golder, FA, *Documents on Russian History 1914-1917*. New York, 1927, pp. 3-24.

<sup>18</sup> Cf. Sonntag, J.P. « Tsarist Debts and Russian Foreign Policy », *Slavic Review*, XXVII, 1968, pp. 529-541. Il n'y a guère qu'à la Conférence d'Algésiras que la diplomatie russe a été contrainte d'agir par nécessité et c'était dans la foulée des événements révolutionnaires de 1905-1906.

<sup>19</sup> Cf. Isvolski, A.P., *The memoirs of Alexander Izvolsky*, Londres, nd, p. 83.

<sup>20</sup> Il faut préciser que les diplomates russes étaient notoirement peu au fait de la situation intérieure de l'Empire.

<sup>21</sup> Telle est l'expression employée par l'Empereur Guillaume II en décembre 1912. Cf. GPEK, vol. XXXIX, n°15613 (8/12/1912).

<sup>22</sup> Le terme peut être relevé sous la plume de Guillaume, en marge d'un rapport du 25 février 1914 : « Les relations russo-prussiennes sont mortes pour toujours !! Nous sommes devenus ennemis. », GPEK, vol. XXXIX, n°15841, également cité in Baechler, *op. cit.*, p. 147.

<sup>23</sup> Cf. GPEK, vol. XXV, 2, n°8820 et *idem*, p. 131.

<sup>24</sup> Cf. GPEK, vol. XXXVI, 1, n°89839, 5/10/1908 et *idem*, p. 132.

<sup>25</sup> Cf. GPEK, vol. XXVIII, n°10306, 3/06/1909 et *idem*, p. 133.

<sup>26</sup> Cf. GPEK, vol. XXVII, 2, n°10167 (4/12/1910) et *idem*, p. 135.

<sup>27</sup> Cf. Baechler, *op. cit.*, p. 136.

<sup>28</sup> Sur le sujet, on peut se reporter à la lecture de Jean-Claude Allain, *Agadir 1911, une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris, 1976.

<sup>29</sup> Cf. GPEK, vol. XXV, 2, n°8820.

<sup>30</sup> Cf. GPEK, vol. XXII, n°7386, 26/12/1907. Cette vision est approuvée par l'Empereur. Cf. Baechler, *op. cit.*, p. 129.

<sup>31</sup> Cf. Fischer, Fritz, *War of Illusions*, Londres, 1975, pp. 334-336.

<sup>32</sup> Cf. GPEK, vol. XXXIX, n°15841.

<sup>33</sup> Cf. Bernhardt, Friedrich von *Deutschland und der nächste Krieg*, Berlin, 1912, préface. Il est traduit en français en 1916.

<sup>34</sup> *Idem*, p. 81.

<sup>35</sup> Cf. GPEK, vol. XXXIII, p. 148, *marginalia* du 1/10/1912.

<sup>36</sup> Cf. GPEK, vol. XXXIX, n°15613 (8/12/1912), citée in Baechler, *op. cit.*, p. 142 qui parle de « réaction quasi hystérique » de Guillaume.

<sup>37</sup> *Idem*.

<sup>38</sup> *Op. cit.*, p. 143.

<sup>39</sup> *Idem*, p. 148, note 165.

<sup>40</sup> En témoignent la floraison des thèses concernant notre sujet dans l'historiographie allemande, l'accès des historiens allemands aux archives russes, et la production soviétique, même timide, concernant cette période. Voir Burgaud, « Plädoyer für eine Reise nach Moskau. Eine neue Deutung der Bismarckschen Russlandpolitik (1863-1871) », *Forschungen zur Brandenburgischen und Preußischen Geschichte. Neue Folge*, Berlin, Duncker & Humblot, 2008, 18 Bd., Heft 1, S. 97-116 et « Déconstruire le mythe fondateur : la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande (1863-1871) », *HES (Histoire, économie et société)*, Paris, Armand Colin, 2008, n°3, pp. 95-109.